

aveuglées par le danger d'une guerre atomique, beaucoup de nations ont trop longtemps ignoré, en leur sein, les profondes divisions sociales, politiques ou économiques et leurs conséquences. Depuis 1945, plus de 100 conflits ont entraîné la mort de 20 millions de personnes. La peur de l'holocauste nucléaire n'aura été en fait que la paix d'un petit nombre.

Avec la disparition de l'URSS et le rejet du communisme, plusieurs ont vu poindre l'aube d'une ère nouvelle où les impératifs de sécurité des États feraient place à la sécurité économique et sociale et au progrès démocratique. Les plus optimistes ont parlé, sur un ton catégorique, de la fin de l'Histoire, les autres, trop hâtivement, d'un nouvel ordre mondial. Les événements tragiques de la Somalie, du Rwanda et de l'ancienne Yougoslavie nous renvoient douloureusement à une autre réalité.

Le nouvel environnement international rappelle les effusions de sang de certaines époques que l'on croyait révolues. Malgré les similitudes, les données fondamentales de la réalité actuelle ont évolué de façon radicale. Permettez-moi de citer les plus importantes qui affectent tous nos pays :

1) La fin de la bipolarité a transformé la nature du pouvoir dans les relations internationales. Le nombre des intervenants a augmenté, et la force militaire a perdu de son importance au profit de la puissance économique.

2) La technologie et les communications ont accéléré la mondialisation de l'économie et le pas de la dérégulation. Jusqu'à récemment de compétence exclusivement nationale, la politique économique doit désormais être conjuguée à un ensemble de facteurs imposés de l'extérieur.

3) Ainsi, la nature transnationale des problèmes entraîne la disparition de la ligne de démarcation entre politique intérieure et politique extérieure.

4) Des problèmes jadis imputés aux effets de la guerre, émigration massive et destruction de l'environnement pour n'en nommer que deux, sont devenus des facteurs d'instabilité et de conflits.

La puissance des nations montantes procède désormais du dynamisme de leur économie, de la projection de leurs cultures et de leurs valeurs, de l'engagement de tous les acteurs de la société civile dans la conduite des affaires publiques. Pour réaliser la mise en valeur d'une telle participation, les États doivent, me semble-t-il, promouvoir l'unité nationale basée sur l'égalité de chacun et le respect de la diversité, et ce dans les domaines tant politique, économique que culturel.